ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 4 août 1978, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant coordination des lois relatives au statut des objecteurs de conscience", a donné le 18 octobre 1978 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4e augustus 1978 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende coördinatie van de wetten betreffende het statuut van de gewetensbezwaarden", heeft de 18e oktober 1978 het volgend advies gegeven

Par sa lettre du 3 août 1978, le Ministre de l'Intérieur, a soumis à l'avis de la section de législation, un projet d'arrêté royal portant coordination des lois relatives au statut des objecteurs de conscience.

Par la même occasion, il a attiré l'attention sur une discordance entre le texte français et le texte néerlandais de l'article 9, alinéa 2, de la loi du 3 juin 1964,- disposition qui doit être reprise dans la coordination.

Le présent avis examinera d' abord le projet de coordination et, ensuite, la question posée par le Ministre.

+

\+ +

Le Conseil d'Etat, après avoir reconstitué lui-même la coordination en partant des textes officiels de la loi de base du 3 juin 1964 et des lois qui l'ont explicitement modifiée, après avoir collationné avec l'original les textes reproduits dans la coordination soumise, après s'être assuré de la concordance des textes français et néerlandais et avoir vérifié l'exactitude des références externes et internes, a constaté que l'ensemble du projet reste dans les limites de l'autorisation de coordonner accordée au Roi par l'article 23 de la loi du 3 juillet 1975.

.../...

En ce qui concerne tant l'arrêté royal de coordination que la coordination elle-même, les notes explicatives et le tableau de concordance, le projet n'appelle que les observations suivantes :

LE PROJET D'ARRETE DE COORDINATION.

A l'article 1er, il convient de compléter l'énumération des lois modificatives de la loi du 3 juin 1964, par la mention de la loi du 3 juillet 1978.

LA COORDINATION.

Dans le texte français, il convient d'indiquer par le chiffre répondant au nombre ordinal le numérotage d'un premier article, paragraphe ou alinéa et, dès lors, d'écrire à l'article 1er, alinéa 1er, et à l'article 19, alinéa 1er de la coordination "l'article 21, § 1er, 1°, a" et "article 21, § 1er, 1°, b".

Dans le texte néerlandais, les références à un article ou à ses subdivisions se font en indiquant d'abord le numéro de l'article, puis du paragraphe, chacun par des chiffres cardinaux, et enfin à un alinéa, par le nombre ordinal écrit en toutes lettres, suivi du mot "lid".

Il convient donc d'écrire :

aux articles 8, alinéa 3 et 10, alinéa 5 : "de in artikel 2, tweede lid, aangewezen overheid";

.../...

à l'article 15 : "van artikel 6, vierde lid";

aux articles 16, alinéa ler et 17, alinéa ler : "in artikel 3, tweede lid";

à l'article 36 : "bij artikel 22, § 2, tweede lid".

A l'article ler, alinéa 2 et à l'article 3, alinéa 2, il est fait exactement référence aux "lois coordonnées sur la milice". Il devrait en être de même aux articles 18, alinéa ler, 19, alinéa ler, 22, § 2, alinéa ler, § 3 et § 4, 25, § ler et § 2.

A l'article 5, alinéa 6, du texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "gevolgd".

A l'article 10, alinéa 3, les mots "du présent article" peuvent être omis sans inconvénient.

A l'article 17, alinéa 2, du texte néerlandais, le texte officiel porte "aan die overheid".

A l'article 18, alinéa 5, du texte néerlandais, le texte officiel porte correctement "ingedeeld zijn bij de strijdkrachten".

L'article 21 reproduit le texte de l'article 11 de la loi du 3 juillet 1975. Au § ler, alinéa 2, 2°, de cet article, il est fait référence à la "loi sur la durée du travail". Il n'existe pas de loi qui porte cet intitulé. C'est la "loi sur le travail" du 16 mars 1971 qui aurait dû être mentionnée d'autant

.../...

plus qu'elle contient un chapitre III, section 2, "Durée du travail". Ce ne serait donc qu'une simple correction de référence que d'écrire "par la loi sur le travail".

A l'article 22, § 2, alinéa 4, le texte officiel néerlandais porte une virgule après le mot "gewetensbezwaarden", et au même article, § 3, également une virgule après les mots "De militiegerechten nemen kennis van de aanvragen".

A l'article 23, § 2, alinéa 2, les mots "du présent article" peuvent être omis sans inconvénient.

A l'article 24, § ler, 3°, du texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "gevangenisstraf", et au même article, à la fin du § 3, "mag bedragen".

A l'article 25, § 4, du texte français, le numéro "ler" doit être précédé du signe §.

Le texte français officiel reproduit à l'article 25, § 8, alinéa 2, porte une virgule après le membre de phrase "... est affecté à l'organisation de la protection civile".

A l'article 27, il convient d'omettre les mots "du contrat de travail, du contrat d'emploi et", qui ont été supprimés par la loi du 3 juillet 1978, article 136. Au même article, les mots "par la présente loi" devraient être remplacés par les mots "par les présentes lois coordonnées".

.../...

A l'article 28, alinéa 6, le texte officiel néerlandais porte une virgule après les mots "bedoeld in artikel 17" et à l'alinéa 8 du même article, également une virgule après le mot "gewetensbezwaarde".

A l'article 29, § 2, alinéa 3, il est préférable d'écrire "du délai déterminé par les alinéas 1er et 2".

Aux articles 30, alinéa 1er et 33, il faudrait, comme il a été fait dans l'énumération à l'article 24, faire suivre les numéros par des mots commençant par une minuscule.

A l'article 35, les mots "prévues par la présente loi" devraient être remplacés par les mots "prévues par les présentes lois coordonnées".

L'intitulé qui précède l'article 36, reproduit l'unique disposition transitoire restée en vigueur, de la loi du 3 juillet 1975, article 22. Il devrait donc être mis au singulier.

Au même article, il convient de supprimer les mots "de la présente loi".

LES DISPOSITIONS NON REPRISES DANS LA COORDINATION.

Aux fins de justifier l'omission de certaines dispositions dans la coordination, il est de coutume de reproduire le texte de ces dispositions. La liste des dispositions non reprises devrait, dès lors, être

.../...

établie comme suit :

Loi du 3 juin 1964.- Dispositions transitoires.

Article 30 ... (texte).

Article 31 ... (texte).

Loi du 22 janvier 1969.- Disposition transitoire.

Article 9 ... (texte).

Loi du 3 juillet 1975.- Disposition transitoire.

Article 21 ... (texte).

LES NOTES JUSTIFICATIVES.

Pour les notes se rapportant au texte français, il y a lieu d'écrire, selon le cas, § 1er ou alinéa 1er.

Pour les notes se rapportant au texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "eerste lid", "tweede lid" etc. au lieu de "alinea 1", "alinea 2" etc.

-La note relative à l'article 6 devrait, par souci de présentation uniforme, être établie comme suit et, dès lors, sans faire mention des dispositions insérées dans cet article, mais abrogées postérieurement :

.../...

"Article 6. L. 3 juin 1964, article 6".

-Pour l'article 9, il faut d'abord viser l'alinéa ler et écrire :

"Article 9, alinéa ler. L. 3 juin 1964, art. 9, al.ler".

-Dans la note relative à l'article 19, il convient d'omettre la mention de l'article 3 de la loi modificative du 3 juillet 1969, celui-ci ayant été remplacé par l'article 9 de la loi du 3 juillet 1975.

-Il en est de même en ce qui concerne la note relative à l'article 21. La mention de la loi du 22 janvier 1969, article 6, devrait y être supprimée.

-La note relative à l'article 22 devrait être présentée comme suit :

Article 22, § ler.- L. 3 juin 1964, art. 20, § ler.
§ 2, al. ler et 2, L. 3 juin 1964, art. 20,
§ 2, al. ler et 2, rempl. L. 3 juillet 1975, art. 12, 1°.
... (le reste comme dans la note établie).

-La note relative à l'article 27 devrait être complétée par les mots "mod. L. 3 juillet 1978, art. 136".

TABLE DE CONCORDANCE.

Pour l'article 21 de la loi du 3 juin 1964, il y a lieu d'écrire : "Art. 21, mod. L/gew. W.3.7.1978,

.../...

art. 136, Art. 27".

+

+ +

DISCORDANCES ENTRE LE TEXTE FRANCAIS ET LE TEXTE NEERLANDAIS DE CERTAINES DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES A COORDONNER.

I. Ainsi que le Ministre l'a signalé dans sa demande d'avis, l'article 9, alinéa 2, de la loi du 3 juin 1964 porte, dans le texte français, "Le conseil d'appel est composé de trois membres : ..., un avocat inscrit depuis trois ans au moins au tableau de l'Ordre et ancien membre du Conseil de l'Ordre", alors que le texte néerlandais porte " ... een advocaat die ten minste sinds drie jaar op de tabel van de Orde is ingeschreven", et n'impose pas, dès lors, comme le texte français, une deuxième condition, celle d'être ancien membre du conseil de l'Ordre.

Comme il ne s'agit pas de corriger une erreur mais de modifier l'un des deux textes, et que le pouvoir de coordination conféré au Roi par l'article 23 de la loi du 3 juillet 1975, ne contient pas celui d'établir la concordance visée, il n'y a pas d'autre issue que le recours au législateur, par la voie d'un projet de loi.

II. On constate une discordance analogue et qui appelle la même conclusion à l'article 25, § 7, alinéa 2.

.../...

Cette disposition reproduit le § 7, alinéa 2, de l'article 20quater, inséré dans la loi du 3 juin 1964 par l'article 15 de la loi du 3 juillet 1975. Il y a discordance entre le texte français qui accorde un délai de quinze jours, et le texte néerlandais qui fixe ce délai à quatorze ("veertien") jours. Comme aux articles 7, alinéa 2, 8, alinéas 2 et 4, 10, alinéa 1er, il faut vraisemblablement lire dans le texte néerlandais "vijftien dagen", mais il n'appartient pas au Roi de modifier dans l'un ou l'autre sens la durée d'un délai fixé par le législateur.

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier s'il s'indique de différer l'arrêté royal de coordination jusqu'à ce que les discordances ci-dessus aient été supprimées par le législateur ou si, au contraire, il ne serait pas préférable que celui-ci modifie ultérieurement les lois déjà coordonnées par l'arrêté royal en projet.

La seconde de ces solutions permettrait au législateur de confirmer la coordination à l'occasion du vote des deux dispositions visant à assurer la concordance entre les textes français et néerlandais de l'article 9, alinéa 2, et de l'article 25, § 7, alinéa 2.

Bij brief van 3 augustus 1978 heeft de Minister van Binnenlandse Zaken de afdeling wetgeving om advies verzocht over een ontwerp van koninklijk besluit houdende coördinatie van de wetten betreffende het statuut van de gewetensbezwaarden.

Tevens heeft hij de aandacht gevestigd op een gemis van overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van artikel 9, tweede lid, van de wet van 3 juni 1964 - een bepaling die in de coördinatie moet worden opgenomen.

In het tegenwoordige advies wordt eerst het ontwerp van coördinatie, vervolgens de door de Minister gestelde vraag onderzocht.

\+

\+ \+

Na zelf de coördinatie wedersamengesteld te hebben aan de hand van de officiële teksten van de basiswet van 3 juni 1964 en van de wetten die ze uitdrukkelijk hebben gewijzigd, na de teksten van de overgelegde coördinatie met het origineel te hebben vergeleken, na de overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse versie te hebben onderzocht en na te hebben nagegaan of de externe en interne verwijzingen juist zijn, heeft de Raad van State vastgesteld dat het ontwerp in zijn geheel blijft binnen de grenzen van de machtiging tot coördinatie welke artikel 23 van de wet van 3 juli 1975 aan de Koning heeft verleend.

.../...

Zowel wat het koninklijk besluit tot coördinatie als wat de coördinatie zelf, de noten ter verantwoording en de concordantietabel betreft, zijn alleen de volgende opmerkingen bij het ontwerp te maken :

HET ONTWERP VAN COORDINATIEBESLUIT.

In artikel 1, in de opsomming van de wetten die de wet van 3 juni 1964 gewijzigd hebben, moet ook de wet van 3 juli 1978 worden vermeld.

DE COORDINATIE.

In de Franse tekst gebruike men voor het nummeren van een eerste artikel, paragraaf of lid het afgekorte rangtelwoord in plaats van het hoofdtelwoord; derhalve schrijve men in artikel 1, eerste lid, en in artikel 19, eerste lid, van de coördinatie : "l'article 21, § 1er, 1°, a" en "l'article 21, § 1er, 1°, b".

In de Nederlandse tekst wordt voor de verwijzing naar een artikel of naar de onderverdelingen ervan vermeld : eerst het nummer van het artikel, daarna het nummer van de paragraaf, telkens met gebruikmaking van het hoofdtelwoord, en ten slotte het lid, met gebruikmaking van het voluit geschreven rangtelwoord, gevolgd door het woord "lid".

Men schrijve dus :

in de artikelen 8, derde lid, en 10, vijfde lid : "de in artikel 2, tweede lid, aangewezen overheid",

.../...

in artikel 15 : "van artikel 6, vierde lid";

in de artikelen 16, eerste lid, en 17, eerste lid : "in artikel 3, derde lid";

in artikel 36 : "bij artikel 22, § 2, tweede lid".

In artikel 1, tweede lid, en in artikel 3, tweede lid, is op de juiste wijze verwezen naar de "gecoördineerde dienstplichtwetten". Zo zou het ook moeten zijn in de artikelen 18, eerste lid, 19, eerste lid, 22, § 2, eerste lid, § 3 en § 4, 25, § 1 en § 2.

In artikel 5, zesde lid, leze men "gevolgd".

In artikel 10, derde lid, kunnen de woorden "van dit artikel" zonder bezwaar vervallen.

In artikel 17, tweede lid, staat in de officiële tekst "aan die overheid".

In artikel 18, vijfde lid, staat in de officiële tekst "ingedeeld zijn bij de strijdkrachten", wat correct is.

In artikel 21 is de tekst van artikel 11 van de wet van 3 juli 1975 overgenomen. In § 1, tweede lid, 2°, van dat artikel wordt verwezen naar de "wet op de arbeidsduur". Er is geen wet met dat opschrift. Vermeld had moeten worden de "arbeidswet" van 16 maart 1971, des te meer daar deze een hoofdstuk III, afdeling 2, "Arbeidsduur", bevat. Het is dus slechts een verbetering van een verwijzing als wordt geschreven "bij de arbeidswet".

.../...

In artikel 22, § 2, vierde lid, staat in de officiële tekst een komma na "gewetensbezwaarden", en in hetzelfde artikel, § 3, ook een komma na de woorden "De militiegerechten nemen kennis van de aanvragen".

In artikel 23, § 2, tweede lid, kunnen de woorden "van dit artikel" zonder bezwaar vervallen.

In artikel 24, § 1, 3°, leze men "gevangenisstraf", en in hetzelfde artikel, § 3, in fine, "mag bedragen".

In artikel 25, § 4, van de Franse tekst moet aan het rangtelwoord "1er" het teken § voorafgaan.

In de officiële Franse versie van de tekst die is opgenomen in artikel 25, § 8, tweede lid, staat een komma na het zinsdeel "... est affecté à l'organisation de la protection civile".

In artikel 27 schrappe men de woorden "de arbeidsovereenkomst voor werklieden, die voor bedienden en" die vervallen zijn krachtens de wet van 3 juli 1978, artikel 136. In hetzelfde artikel vervange men de woorden "door deze wet" door de woorden "door deze gecoördineerde wetten".

In artikel 28, zesde lid, staat in de officiële tekst een komma na de woorden "bedoeld in artikel 17" en in het achtste lid van hetzelfde artikel eveneens een komma na het woord "gewetensbezwaarde".

In artikel 29, § 2, derde lid, kan beter worden gelezen : "van de termijn bepaald in het eerste en het tweede lid".

.../...

In de artikelen 30, eerste lid, en 33 dienen de woorden die na de nummers komen, met kleine letter te beginnen zoals in de opsomming van artikel 24.

In artikel 35 vervange men de woorden "in deze wet omschreven" door de woorden "in deze gecoördineerde wetten omschreven".

Het opschrift boven artikel 36 slaat op de enige nog in stand gehouden overgangsbepaling van de wet van 3 juli 1975, met name artikel 22. Men gebruike derhalve het enkelvoud.

In dit artikel schrappe men de woorden : "van deze wet".

NIET IN DE COORDINATIE OPGENOMEN BEPALINGEN.

Om de weglating van sommige bepalingen in de coördinatie te verantwoorden, herhaalt men in de regel de tekst van die bepalingen. De lijst van de niet opgenomen bepalingen zou bijgevolg ook als volgt moeten worden opgesteld :

Wet van 3 juni 1964.- Overgangsbepalingen.

Artikel 30 ... (tekst)

Artikel 31 ... (tekst)

.../...

Wet van 22 januari 1969.- Overgangsbepaling.

Artikel 9 ... (tekst)

Wet van 3 juli 1975.- Overgangsbepaling.

Artikel 21 ... (tekst)

NOTEN TER VERANTWOORDING.

In de noten bij de Franse tekst schrijve men, al naar het geval, "§1er" of "alinéa 1er".

In de Nederlandse tekst schrijve men overal "eerste lid", "tweede lid", enz. in plaats van "alinea 1", "alinea 2" enz.

- De noot bij artikel 6 zou ter wille van de eenvormigheid als volgt moeten worden gesteld, dus zonder vermelding van de bepalingen die in dat artikel ingevoegd maar nadien opgeheven zijn :

"Artikel 6. W. 3 juni 1964, artikel 6".

- In de noot bij artikel 9 moet eerst het eerste lid worden vermeld en moet worden gelezen :

"Artikel 9, eerste lid. W. 3 juni 1964, artikel 9, eerste lid.

- In de noot bij artikel 19 dient de vermelding van artikel 3 van de wijzigingswet van 3 juli 1919 te vervallen daar dat artikel vervangen is bij artikel 9 van de wet van 3 juli 1975.

.../...

- Hetzelfde geldt voor de noot bij artikel 21. De vermelding van de wet van 22 januari 1969, artikel 6, zou daar moeten vervallen.

- De noot bij artikel 22 zou als volgt moeten worden geformuleerd :

"Artikel 22, § 1.- W. 3 juni 1964, art. 20, § 1.
§ 2, eerste en tweede lid, W. 3 juni 1964, artikel 20,
§ 2, eerste en tweede lid, verv. W. 3 juli 1975, artikel 12, 1°.
... (voorts zoals in de gemaakte aantekening).

- De noot bij artikel 27 zou moeten worden aangevuld met de woorden "gew. W. 3 juli 1978, art. 136".

CONCORDANTIETABEL.

Voor artikel 21 van de wet van 3 juni 1964 moet worden gelezen : "Art. 21, mod. L./gew. W. 3.7.1978, art. 136, Art. 27".

VERSCHILLEN TUSSEN DE FRANSE TEKST EN DE NEDERLANDSE TEKST VAN SOMMIGE TE COORDINEREN WETSBEPALINGEN.

I. Zoals de Minister in zijn adviesaanvraag zegt, bepaalt artikel 9, tweede lid, van de wet van 3 juni 1964 in de Franse tekst : "Le conseil d'appel est composé de trois membres : ..., un avocat inscrit depuis trois ans au moins au tableau de l'Ordre et ancien membre du Conseil de l'Ordre", terwijl de Nederlandse tekst luidt : "... een advocaat die ten minste drie jaar op de tabel van de Orde is ingeschreven" en dus niet, zoals de Franse tekst, een tweede voorwaarde stelt, met name gewezen lid te zijn van de Raad van de Orde.

.../...

Aangezien het hier niet gaat om de verbetering van een vergissing maar om de wijziging van een van beide teksten, en de bij artikel 23 van de wet van 3 juli 1975 aan de Koning verleende coördinatiebevoegdheid niet inhoudt dat hij de bedoelde overeenstemming tot stand kan brengen, is er geen andere uitweg dan een beroep op de wetgever, door middel van een wetsontwerp.

II. Een soortgelijk gemis van overeenstemming, waarvoor dezelfde conclusie zich opdringt, is er in artikel 25, § 7, tweede lid.

Deze bepaling neemt § 7, tweede lid, over uit artikel 20quater, dat in de wet van 3 juni 1964 is ingevoegd bij artikel 15 van de wet van 3 juli 1975. Er is gemis van overeenstemming tussen de Franse tekst, die een termijn van vijftien dagen ("quinze jours") toestaat, en de Nederlandse, volgens welke die termijn "veertien" dagen bedraagt. Zoals in de artikelen 7, tweede lid, 8, tweede en vierde lid, 10, eerste lid, moet in de Nederlandse tekst waarschijnlijk "vijftien dagen" worden gelezen, maar het komt de Koning niet toe de duur van een door de wetgever bepaalde termijn in de ene of de andere zin te wijzigen.

De Regering zal dienen uit te maken of het geraden is met het coördinatiebesluit te wachten tot de wetgever de hiervoren aangehaalde tekstverschillen heeft weggewerkt, dan wel of het de voorkeur verdient dat de wetgever de wijzigingen eerst aanbrengt nadat het koninklijk besluit de wetten gecoördineerd heeft.

.../...

De tweede oplossing zou het de wetgever mogelijk maken de coördinatie te bekrachtigen naar aanleiding van de aanneming van de twee bepalingen strekkende tot het in overeenstemming brengen van de Nederlandse en de Franse tekst van artikel 9, tweede lid, en van artikel 25, § 7, tweede lid.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. BYVOET, premier référendaire.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. BYVOET, eerste referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.